

**CHRONIQUES :
DOSSIER SPÉCIAL
LE NOUVEAU POUVOIR LOCAL
APRÈS LA LOI DU 16 DÉCEMBRE 2010**

Quelles nouvelles compétences pour les nouveaux territoires locaux ? Rapport introductif

François PRIET

Mort ou survie de la clause générale de compétence ?

Jean-Marie PONTIER

La redistribution territoriale des compétences en France dans le contexte européen. Le développement durable : un défi institutionnel

Robin DEGRON

Les nouvelles formes de regroupement intercommunal

Michel DEGOFFE

Le contenu des compétences locales en matière d'aménagement de l'espace

Nicole LEROUSSÉAU

La décentralisation et la gestion du social

Danièle CRISTOL

Les politiques territoriales de l'habitat

Paule QUILICHINI

La défragmentation des compétences des collectivités territoriales en matière de développement économique après la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales

Marthe LE MOIGNE

Conclusion

Jean-Marie PONTIER

CHRONIQUE

La gestion de fait dans le secteur public local: tendances récentes de la jurisprudence. Questions de procédure ...74

Christian Michaut

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Quelle est la nature des contrats de rachat d'électricité par EDF ?86

Conclusions Pierre Collin

CE 1er juillet 2010, Société Bioenerg

L'absence d'indication du prénom et du nom du signataire d'une décision administrative constitue-t-elle par nature un vice substantiel ?92

Conclusions Mattias Guyomar

CE 30 décembre 2010, M. C., Commune de Seillons-Source-d'Argens

• État

Quels sont les effets des résultats d'une consultation locale sur la décision du préfet de prononcer une fusion de communes ?98

Conclusions Édouard Geffray

CE 3 août 2010, Commune de Dunkerque

Quels sont le statut et le régime juridiques d'une retenue collinaire ?103

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 22 novembre 2010, Société d'aménagement Isola 2000

À quelle date la démission d'un commissaire aux comptes prend-elle effet ?109

Conclusions Mattias Guyomar

CE 6 janvier 2011, M. M.

• Compétences des collectivités locales

Une collectivité territoriale peut-elle souscrire à une augmentation de capital d'une société d'économie mixte en payant une prime d'émission ?113

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 10 novembre 2010, Communauté de communes du nord du bassin de Thau

• Contentieux des collectivités locales

Une demande de pièces complémentaires au pétitionnaire en cours d'instruction de sa demande de bien de section constitue-t-elle une décision faisant grief susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir ?118

Conclusions Philippe Chacot

TA Clermont-Ferrand 19 octobre 2010, Mme Danielle R.

Les dispositions de l'article L. 2212-5 du CGCT ont-elles transféré aux communes la charge financière du constat et du recouvrement des amendes forfaitaires correspondant aux procès-verbaux de contraventions au code de la route dressés par les agents de police municipale ?123

Conclusions Catherine de Salins

CE 22 octobre 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales c/ Commune de Versailles

Les dispositions de l'article L. 2212-5 du CGCT ont-elles transféré aux communes la charge financière du constat et du recouvrement des amendes forfaitaires correspondant aux procès-verbaux de contraventions au code de la route dressés par les agents de police municipale ?123

Conclusions Catherine de Salins

CE 22 octobre 2010, Commune de Strasbourg

Les articles L. 2411-2 et L. 2411-10 du CGCT, relatifs à l'usage des biens des sections de communes, portent-ils atteinte au droit de propriété ?131

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 27 octobre 2010, Section du Bourg de Mémoire

À quel moment peut-on soulever une QPC ?135

Conclusions Édouard Geffray

CE 28 janvier 2011, M. B c/ Commune de Saint-Martin-d'Arrossa

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de déclaration préalable d'une vente au déballage

CHRONIQUES

Les contrôles du maire sur l'érection d'un cénotaphe et les mentions qui y sont portées.....154
Samuel Deliancourt

La réforme de la fiscalité de l'urbanisme : au-delà d'un apparent toilettage fiscal, une nouvelle approche du financement des équipements publics (1re partie)....161
Jean-Philippe Strebler

JURISPRUDENCE

• État

Dans quelle mesure un nouvel arrêté portant autorisation d'exploiter une installation classée fait-il courir à nouveau le délai de validité de trois ans ?175
Conclusions Mattias Guyomar

CE 18 février 2011, Lille Métropole Communauté urbaine

À quel stade de l'instance une question prioritaire de constitutionnalité portant sur une disposition législative relative à un acte de procédure peut-elle être posée ?179
Conclusions Mattias Guyomar

CE 4 mars 2011, M. C.

• Compétences des collectivités locales

La province des îles Loyauté peut-elle accorder une subvention pour l'acquisition d'un nouveau caboteur-vraquier à faible tirant d'eau ?.....183
Conclusions Sophie-Justine Lieber

CE 20 octobre 2010, Province des îles Loyauté

Un département peut-il procéder à l'extension d'un port de plaisance dans des espaces remarquables du littoral ?
183
Conclusions Jean Michel Laso

TA Nice 28 décembre 2010, Union départementale pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement (UDVN 83) et autres

Pour quels motifs une commune ou un EPCI à vocation scolaire peuvent-ils refuser de scolariser un enfant qui n'est pas domicilié dans leur périmètre ?.....192
Conclusions Alexis Pernot

TA Besançon 17 février 2011, Mlle B. et M. R. c/ Sivos Concordia

• Police administrative

Le maire peut-il, sur le fondement de ses pouvoirs de police générale, mettre fin à des implantations irrégulières qui rendent la circulation difficile sur une voie de la commune ?197
Conclusions Jean-Philippe Thiellay

CE 17 janvier 2011, Commune de Clavans-en-Haut-Oisans

• Domaines public et privé des collectivités locales

Le président de la communauté urbaine de Lyon était-il compétent pour autoriser l'occupation d'une place en vue de la réalisation du « Mémorial lyonnais du génocide des Arméniens » ?202
Conclusions Thomas Besson

CAA Lyon 28 décembre 2010, Communauté urbaine de Lyon (Courly)

• Collectivités locales à statut particulier

Le président de la Polynésie française est-il compétent pour signer des conventions qui déterminent les obligations respectives de la Polynésie et des banques au titre des prêts bonifiés ?206
Conclusions Sophie-Justine Lieber

CE 6 décembre 2010, Polynésie française c/ Fritch

• Contentieux des collectivités locales

La requête présentée par le liquidateur amiable d'une société commerciale tendant à l'annulation d'un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique est-elle recevable ?210
Conclusions Jean Michel Laso

TA Nice 30 novembre 2010, SARL La Bastide Blanche

Un maire engage-t-il la responsabilité de la commune pour la mauvaise gestion du cimetière ?213
Conclusions Jean-Philippe Thiellay

CE 17 janvier 2011, Commune de Massels

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de déclaration préalable d'une vente au déballage

CHRONIQUES

La réforme de la fiscalité de l'urbanisme : au-delà d'un apparent toilettage fiscal, une nouvelle approche du financement des équipements publics (suite).....230

Jean-Philippe Strebler

De la continuité juridique de la protection du domaine public maritime naturel et des contraventions de grande voirie.....239

Seydou Traoré

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Une commune peut-elle accorder dans son bulletin municipal un espace d'expression aux conseillers de la majorité au sein de l'espace dédié à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale ?.....244

Conclusions Anne Laure Chenal-Peter

CAA Marseille 16 décembre 2010, Commune de Montpellier

Lorsqu'il délègue au maire l'exercice du droit de préemption urbain, un conseil municipal doit-il définir les conditions d'exercice de cette délégation ?.....248

Conclusions Claire Landais

CE 2 mars 2011, Commune de Brétignolles-sur-Mer

• Compétences des collectivités locales

Dans quelle mesure un département peut-il accorder une subvention à une structure locale d'organisation syndicale ?.....252

Conclusions Édouard Geffray

CE 16 février 2011, Département de la Seine-Saint-Denis

• Fonction publique territoriale

Une commune peut-elle résilier un contrat qui la liait à une entreprise de nettoyage et exercer elle-même cette activité de nettoyage en engageant, à cette fin, un nouveau personnel ?.....260

Observations Laetitia Janicot

CJUE 20 janvier 2011, Clece SA / Maria Socorro Martin Valor et Ayuntamiento de Cobisa

• Collectivités à statut particulier

Une collectivité d'outre-mer (COM) peut-elle traiter de façon différente les ressortissants et sociétés des autres États membres de l'Union européenne qui exercent ou cherchent à exercer le droit d'établissement ou de libre prestation de services dans ce territoire ? ...267

Observations Jean-Paul Pastorel - François Quinquis

CE 2 février 2011, Haut-commissaire de la République en Polynésie française et Société Digicel Tahiti c/ Assemblée de la Polynésie française (Loi Drollet)

• Contentieux des collectivités locales

Une communauté de communes peut-elle invoquer la responsabilité contractuelle de l'exploitant pour mettre à sa charge les sommes dues au titre du contrôle imposé par le préfet à la suite de pollutions causées par son usine d'incinération ?.....271

Conclusions Bruno Coudert

TA Rouen 29 décembre 2010, Société Novergie c/ Communauté de communes de Fécamp

Un avocat d'une collectivité territoriale peut-il opposer lui-même la prescription quadriennale ?.....276

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 19 janvier 2011, Mme Hélène C., veuve M.

Une commune peut-elle voir sa responsabilité engagée pour avoir conclu un bail commercial sur le domaine public communal ?.....279

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 24 janvier 2011, Commune d'Escaro-Aytua

Une commune engage-t-elle sa responsabilité pour ne pas avoir pourvu d'office à des travaux de débroussaillage ?.....287

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 25 janvier 2011, Société Groupama Alpes Méditerranée

Quel est l'ordre de juridiction compétent pour connaître d'un litige opposant Pôle emploi à un ancien agent public demandeur d'emploi ?.....293

Conclusions Maud Vialettes

CE 16 février 2011, Pôle emploi

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant délégation de fonctions du maire à un adjoint (en matière d'urbanisme).....

CHRONIQUES

Conditions et modalités de transfert d'un permis valant division310
Seydou Traoré

L'arrêt du Conseil d'État du 3 décembre 2010, Ville de Paris – Association Paris Jean Bouin, et le droit des contrats publics315
Fabien Hoffmann

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Combien de membres la commission permanente d'un conseil régional peut-elle compter ?321
Conclusions Maud Vialettes
CE 15 décembre 2010, M. G.

Un élu de l'assemblée de Polynésie française déclaré intéressé à l'adoption d'une loi du pays peut-il être déclaré démissionnaire d'office ?325
Conclusions Delphine Hedary
CE 26 janvier 2011, M. G.

Une note de synthèse présentant les projets envisagés devait-elle être adressée avant l'adoption de la délibération de principe relative à la démolition et la reconstruction du stade Jean-Bouin ?329
Conclusions Chantal Descours-Gatin
CAA Paris 22 février 2011, Ville de Paris c/ Association de sauvegarde Boulogne Paris les Princes

• État

Une déclaration d'utilité publique est-elle légale en l'absence de délibération du conseil municipal saisissant le préfet ?334
Conclusions Philippe Grimaud
TA Marseille 14 février 2011, Mme Antoinette Jeaume, GFA Bouretti et Colombians

Dans quelle mesure le juge administratif contrôle-t-il la nécessité d'une opération d'utilité publique ?338
Conclusions Mattias Guyomar
CE 28 mars 2011, Collectif contre les nuisances du TGV de Chasseneuil, du Poitou et de Migne-Auxances et autres

• Finances publiques locales

Qui est compétent pour arrêter les modalités de révision des droits de place perçus dans les halles, foires et marchés ?354
Conclusions Bertrand Dacosta
CE 19 janvier 2011, MM. Jean-Paul et Bruno A.

• Organismes de coopération et de regroupement

Pour quels motifs une collectivité territoriale peut-elle décider de procéder en cours de mandat à une nouvelle désignation de ses représentants au sein d'un EPCI ?361
Conclusions Alexis Pernot
TA Besançon 11 février 2011, M. G.

• Élections

Les dépenses d'organisation d'une manifestation publique organisée traditionnellement par un parti mettant en valeur une candidature constituent-elles des dépenses directement exposées au bénéfice du candidat et justifiant le rejet du compte ?367
Conclusions Gaëlle Dumortier
CE 26 janvier 2011, M. L. et autres

• Contentieux des collectivités locales

Le juge administratif est-il compétent pour apprécier la légalité de la résiliation d'un bail portant sur un immeuble du domaine privé ?376
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 8 février 2011, M. et Mme Jean-Claude R.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de Protocole départemental de développement de la médiation familiale.....

CHRONIQUE

Le régime juridique des aisances de voirie dont bénéficient les riverains des voies et places publiques. 394
Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Quelle est la collectivité compétente pour accorder la protection à un élu local qui fait l'objet de condamnations civiles à l'occasion de faits commis dans l'exercice de ses fonctions ?402

Conclusions Corinne Baes Honoré

CAA Douai 3 mars 2011, M.J.C. D.

Les conseillers municipaux doivent-ils disposer de l'avis des Domaines ou de son contenu avant de délibérer sur une cession de terrain ?409

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 11 mai 2011, Commune de Vélizy-Villacoublay

• État

Quels sont les recensements de population qui doivent être pris en compte par l'autorité administrative lorsqu'elle statue sur une demande d'ouverture d'une officine de pharmacie ?413

Conclusions Maud Vialettes

CE 7 avril 2011, Mme H.

Quels sont les délais de recours contre les décisions de la Commission nationale d'aménagement commercial ?417

Conclusions Rémi Keller

CE 16 mai 2011, Association En toute franchise des Bouches-du-Rhône et autres

• Compétences des collectivités locales

Les dispositions législatives régissant les compensations financières pour l'exercice des compétences en matière d'aide personnalisée à l'autonomie (APA), de prestation de compensation du handicap (PCH), de revenu minimum d'insertion (RMI) et de revenu de solidarité active (RSA) posent-elles une question sérieuse de constitutionnalité ?420

Conclusions Claire Landais Observations - Matthieu Houser

CE 20 avril 2011, Département de la Seine-Saint-Denis, Département de l'Hérault

CE 20 avril 2011, Département de la Seine-Saint-Denis

CE 20 avril 2011, Département de l'Hérault, Département des Côtes-d'Armor

CE 20 avril 2011, Département de la Somme

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quelle est la compétence respective du juge judiciaire et du juge administratif en ce qui concerne les actes relatifs à la gestion du domaine privé ?439

Observations Julien Martin

TC 22 novembre 2010, SARL Brasserie du Théâtre

Une piste de ski appartient-elle au domaine public ?444

Conclusions Thomas Besson

CAA Lyon 7 mars 2011, Syndicat des copropriétaires de la résidence

Le Rond-Point des Pistes 1, Syndicat des copropriétaires

de la résidence Le Rond-Point des Pistes 3

• Organismes de coopération et de regroupement

Qui est compétent pour déterminer les conditions de la liquidation d'une communauté de communes par arrêté préfectoral ?449

Conclusions Édouard Geffray

CE 16 mai 2011, Commune de Wittelsheim

Selon quelles modalités une commune ou un groupement peuvent-ils se retirer d'un syndicat mixte sur le fondement de l'article L. 5212-30 du CGCT ?454

Conclusions Édouard Geffray

CE 16 mai 2011, Syndicat intercommunal d'électrification rurale de

Châteauroux, Syndicat intercommunal d'électrification rurale de Valençay

• Collectivités locales à statut particulier

Le contrôle a priori exercé par le représentant de l'État sur les actes des communes de la Polynésie française et sur leurs groupements et le pouvoir d'annuler ces actes à toute époque sont-ils contraires au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales ?459

Observations Jean-Paul Pastorel

CC n° 2010-107 QPC du 17 mars 2011, Syndicat mixte

chargé de la gestion du contrat urbain de cohésion sociale

de l'agglomération de Papeete [contrôle de légalité des actes

des communes en Polynésie française]

Quelles sont les conditions d'une intervention dans une QPC portée devant le Conseil d'État ?464

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 4 avril 2011, Mme Aminata M.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération du conseil municipal autorisant un transfert de coefficient d'occupation des sols

CHRONIQUE

Le maire face à la maltraitance envers des animaux482
Florence Nicoud

JURISPRUDENCE

• État

Le juge est-il dispensé de procéder au contrôle du bilan en cas de violation de l'article L. 146-6 du code de l'urbanisme par un arrêté déclaratif d'utilité publique ?484
Conclusions Mattias Guyomar
CE 20 mai 2011, Communauté d'agglomération du lac du Bourget

• Compétences des collectivités locales

Que peut faire l'autorité administrative face à une déclaration de travaux portant sur un immeuble édifié sans autorisation ?492
Conclusions Pierre Collin
CE 3 mai 2011, Mme E.

Quelles conditions tarifaires le service public des transports doit-il satisfaire ?497
Conclusions Édouard Geffray
CE 4 mai 2011, M. et Mme A.

Le maire est-il compétent pour ordonner l'excavation de sols pollués ?503
Conclusions Mattias Guyomar
CE 18 juillet 2011, Commune de Nîmes

Dans quelles conditions, au regard de la loi du 9 décembre 1905, une collectivité territoriale peut-elle prendre en charge des dépenses, en rapport avec un lieu de culte, qui présentent un intérêt public local Le code général des collectivités territoriales, en autorisant une collectivité locale à conclure un bail emphytéotique administratif en vue de la construction d'un édifice destiné à un culte, déroge-t-il à la loi de 1905 ?507
Conclusions Édouard Geffray
CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2011, Commune de Trélazé
CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2011, Fédération de la libre-pensée et de l'action sociale du Rhône et M. P.
CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2011, Communauté urbaine du Mans – Le Mans Métropole
CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2011, Commune de Montpellier

Dans quelles conditions, au regard de la loi du 9 décembre 1905, une collectivité territoriale peut-elle prendre en charge des dépenses, en rapport avec un lieu de culte, qui présentent un intérêt public local Le code général des collectivités territoriales, en autorisant une collectivité locale à conclure un bail emphytéotique administratif en vue de la construction d'un édifice destiné à un culte, déroge-t-il à la loi de 1905 ?507
Conclusions Édouard Geffray
CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2011, Mme V.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Peut-on exiger d'un occupant sans titre du domaine public une redevance d'un montant équivalent à celle perçue d'un occupant régulier ?531
Conclusions Claire Legras
CE 16 mai 2011, Commune de Moulins

• Élections

L'élection d'un membre de la commission permanente d'un conseil régional doit-elle figurer dans l'ordre du jour de la séance ?536
Conclusions Pierre Collin
CE 23 mai 2011, Mme A.

• Contentieux des collectivités locales

Un agent contractuel de droit public peut-il rechercher l'engagement de la responsabilité sans faute de son employeur à la suite d'un accident du travail imputable à un mineur dont la collectivité avait la garde ?540
Conclusions Édouard Geffray
CE 22 juin 2011, Mme A.

Une loi de programmation peut-elle faire l'objet d'une question prioritaire de constitutionnalité ?545
Conclusions Mattias Guyomar
CE 18 juillet 2011, Fédération nationale des chasseurs et autre

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention type de délégation de compétence de six ans en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation

CHRONIQUE

- Le retrait des communes d'une communauté de communes**.....566
Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Peut-on déclarer démissionnaires d'office des conseillers municipaux refusant d'exercer les fonctions de secrétaire du bureau de vote et d'assesseurs ?**.....571
Conclusions Marie-Pierre Steinmetz-Schies
CAA Nancy 10 février 2011, M. J.-L. M.

• État

- Le point de départ du délai de recours contentieux contre un arrêté de déclaration d'utilité publique peut-il être la date de son affichage erronée portée par un certificat délivré par le maire ?**.....575
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 31 mai 2011, Mme Josette L. et autres

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Peut-on saisir le juge du fond pour demander l'expulsion d'un occupant sans titre du domaine public ?**.....579
Conclusions Philippe Grimaud
TA Marseille 16 mai 2011, Commune de Noyers-sur-Jabron c/ Birota

- Quelle est la qualification d'un contrat mettant gratuitement à disposition une dépendance du domaine privé, pendant une durée limitée, et comportant une promesse unilatérale de bail emphytéotique ?**.....584
Conclusions Pierre de Monte - Observations Julien Martin
TA Montpellier 17 mai 2011, Mme Erin D., Association Roc Paradet

- Qui peut être attributaire des terres à vocation agricole ou pastorale d'une section de communes ?**.....596
Conclusions Édouard Geffray
CE 15 juin 2011, EARL du Peyrou

• Fonction publique territoriale

- Un professeur d'une école de musique communale, rémunéré par des contrats de vacation mensuels successifs pendant vingt ans, occupe-t-il un emploi permanent ?**.....600
Conclusions Delphine Hedary
CE 4 mai 2011, Mme P.

• Élections

- Les opérations électorales en vue de la désignation des délégués et suppléants au sein du collège électoral pour l'élection des sénateurs sont-elles irrégulières du fait de l'annonce du dépôt d'une seule liste à l'ouverture de la séance du conseil municipal par le maire ?**.....604
TA Strasbourg 27 juin 2011, M. Yves G. et autres

• Contentieux des collectivités locales

- Le juge doit-il annuler un contrat entaché d'irrégularité ?**.....606
Conclusions Bruno Coudert
TA Rouen 31 mars 2011, Syndicat d'eau et d'assainissement de Gournay et Ferrières c/ Syndicat d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région de Bézancourt

- Les irrégularités commises par le commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique sont-elles susceptibles d'engager la responsabilité de l'état ?**.....614
Conclusions Thomas Besson
CAA Lyon 31 mai 2011, Ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer c/ Commune de Péron

- Peut-on produire une pièce ancienne attestant de son intérêt à agir à l'appui d'une note en délibéré ?**.....620
Conclusions Philippe Chacot
TA Clermont-Ferrand 7 juin 2011, Commission de protection des eaux c/ Préfet du Cantal

- Une société délégataire de service public dont les conventions ont été déclarées nulles a-t-elle droit à une indemnité sur le fondement de l'enrichissement sans cause ?**.....625
Conclusions Nicolas Normand
CAA Bordeaux 9 juin 2011, Société Lyonnaise des eaux France

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Modèles de trames du rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable**.....

CHRONIQUE

Les métropoles issues de la loi du 16 décembre 2010 : l'acte manqué du mille-feuille administratif ?650

Benoit Fleury

JURISPRUDENCE

• État

Qui est compétent pour déterminer la méthode permettant de fixer les chiffres de la population ? Quelle est l'année de référence pour déterminer la population des communes dans le cadre de la nouvelle méthode de recensement ?655

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 15 juin 2011, Commune de La Ville-aux-Dames

Qui est compétent pour déterminer la méthode permettant de fixer les chiffres de la population ? Quelle est l'année de référence pour déterminer la population des communes dans le cadre de la nouvelle méthode de recensement ?655

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 15 juin 2011, Communauté de communes de l'Étampe Sud Essonne

Qui est compétent pour déterminer la méthode permettant de fixer les chiffres de la population ? Quelle est l'année de référence pour déterminer la population des communes dans le cadre de la nouvelle méthode de recensement ?655

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 15 juin 2011, Commune d'Étampes

• Police administrative

Le propriétaire d'un terrain sur lequel ont été entreposés des déchets peut-il être regardé comme leur détenteur ? ..

663

Conclusions Mattias Guyomar

CE 26 juillet 2011, Commune de Palais-sur-Vienne

Quelle est la définition du déchet dans la législation relative aux installations classées ?667

Conclusions Mattias Guyomar

CE 26 juillet 2011, Société Lanvin SA

• Domaines public et privé des collectivités locales

CAA Marseille 4 juillet 2011, Commune de Sournia

• Organismes de coopération et de regroupement

Les membres des conseils municipaux des communes appelés à siéger à la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunale peuvent-ils être légalement désignés par le conseil de l'EPCI ?679

TA Orléans 4 août 2011, Commune de Gien c/ Communauté de communes giennoises

• Élections

Les campagnes de communication de la Région Ile-de-France constituent-elles des campagnes de promotion publicitaire irrégulières entraînant le rejet du compte de la tête de liste aux élections régionales et son inéligibilité ?683

Conclusions Édouard Geffray

CE Ass. 4 juillet 2011, Arnautu et Midy (élections au conseil régional d'Ile-de-France)

• Contentieux des collectivités locales

La responsabilité sans faute d'un département peut-elle être engagée pour avoir suspendu l'agrément d'un assistant maternel sur le fondement de suspicions infondées ?700

Conclusions Charles Meillier

TA Lyon 7 juillet 2011, Mme G.

Quel est le sort d'une autorisation de plaider en lieu et place d'une commune qui a conclu une transaction avec son débiteur ?706

Conclusions Claire Landais

CE 26 juillet 2011, M. B.

Quel est le délai pour demander l'indemnisation des dommages causés par l'institution de la servitude de passage du piéton le long du littoral ?712

Conclusions Claire Landais

CE 30 septembre 2011, Mme L.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté d'autorisation d'un tir de feu d'artifice

CHRONIQUE

Collectivités territoriales et réglementation de l'utilisation des équipements sportifs. Frédéric Colin730

JURISPRUDENCE

• État

La circulaire du 18 février 2009 relative à la commission départementale d'aménagement commercial est-elle illégale ?739

Conclusions Gaëlle Dumortier

CE 3 octobre 2011, Lille métropole communauté urbaine de Lille

• Compétences des collectivités locales

Une communauté d'agglomération peut-elle financer des travaux dans la partie d'un bâtiment dont elle est propriétaire, destinée aux activités culturelles, alors même qu'une autre partie de ce bâtiment a une vocation culturelle ?744

Conclusions Édouard Geffray

CE 3 octobre 2011, Communauté d'agglomération Saint-Étienne Métropole

Quelles conséquences un maire doit-il tirer de la déclaration d'illégalité du règlement d'urbanisme de la commune sur l'examen des autorisations d'urbanisme ?748

Conclusions Maud Vialettes

CE 10 octobre 2011, Commune de Ramatuelle

• Domaines public et privé des collectivités locales

Quelles sont les conséquences pour l'acquéreur d'un immeuble construit sur une dépendance du domaine public de la résiliation du titre d'occupation ?754

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 8 novembre 2011, Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Port Lavandou et autres

• Fonction publique territoriale

Un agent public peut-il revendiquer la protection fonctionnelle à raison de faits qui se sont produits alors qu'il exerçait des fonctions dans le cadre d'un détachement auprès d'une société de droit privé ?763

Conclusions Nathalie Escaut

CE 26 septembre 2011, M. S.

• Finances publiques locales

Dans quelle mesure un foyer d'hébergement de personnes âgées dépendantes peut-il bénéficier de l'exonération de taxe locale d'équipement prévue à l'article 1585 C-II du code général des impôts ?768

Conclusions Pierre Collin

CE 28 juillet 2011, Société Pax-Progrès-Pallas

• Élections

Y a-t-il manœuvre lorsqu'un candidat, non investi par un parti politique, fait apparaître sur ses bulletins de vote le nom de ce parti en majuscule ?772

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 27 septembre 2011, M. P.

• Contentieux des collectivités locales

À quelles conditions la pratique du « schlupf » acquiert-elle valeur normative ?776

Conclusions Maud Vialettes - Observations Jean-Maternelle Staub

CE 11 juillet 2011, Commune de Neugartheim-Ittlenheim

Une commune a-t-elle un intérêt à agir contre l'élection du président du conseil d'administration d'un office public de l'habitat rattaché à un département ?783

TA Besançon 19 septembre 2011, M. Daniel Bourgeois et Commune de Lons-Le-Saunier

Dans quels cas faut-il notifier un recours sur le fondement de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme ?785

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 28 septembre 2011, Commune de Grimaud

CE 28 septembre 2011, Département de la Dordogne

CE 28 septembre 2011, M. T.

En matière d'autorisation de plaider, le contribuable doit-il obligatoirement former une demande d'autorisation de plaider devant la collectivité alors que le délai pour introduire un appel d'un jugement correctionnel n'est que de 15 jours ?792

Conclusions Claire Landais

CE 30 septembre 2011, M. Étienne T.

En matière d'autorisation de plaider, le contribuable doit-il obligatoirement former une demande préalable devant la collectivité pour contester une décision de la commission départementale d'aménagement foncier après le prononcé de celle-ci ?797

CE 3 octobre 2011, M. H.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté municipal relatif à la délimitation d'une zone 30.....

CHRONIQUE

L'exigence constitutionnelle de faire précéder la création des pistes de défense des forêts contre les incendies d'une enquête publique810
Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

La délibération créant des postes au sein d'un EPCI du fait de la reprise d'une compétence exercée par un autre EPCI nécessite-t-elle la consultation du comité technique paritaire ?820
Conclusions Bertrand Dacosta
CE 26 octobre 2011, Syndicat départemental CFDT Interco Moselle

• État

Dans quelle mesure les vices qui entachent une étude d'impact revêtent-ils un caractère substantiel ?824
Conclusions Mattias Guyomar
CE 14 octobre 2011, Société Ocréal

• Police administrative

Quels sont les éléments que doit prendre en compte le préfet pour statuer sur une demande de transfert d'un débit de boissons détenant une licence de 4e catégorie dite « licence IV » ?829
Conclusions Alexis Pernot
TA Besançon 13 avril 2011, SARL Scandaleuse

• Domaines public et privé des collectivités locales

Une personne peut-elle être poursuivie pour contravention de grande voirie car elle a la garde de l'objet qui a été la cause de la contravention ?834
Conclusions Nathalie Escaut
CE 9 novembre 2011, M. et Mme Victor D.

• Contentieux des collectivités locales

Dans quel cas la présomption d'urgence qui s'attache à la demande de suspension de l'exécution d'une autorisation de construire peut-elle être renversée ?839
Conclusions Mattias Guyomar
CE 28 septembre 2011, SCI du 30 rue de Thionville

Un marché de services portant sur un logiciel libre passé par une collectivité publique est-il conforme aux règles de mise en concurrence ?844
Conclusions Bertrand Dacosta - Observations Paul Cassia
CE 30 septembre 2011, Région Picardie

Le maire engage-t-il la responsabilité de sa commune pour ne pas avoir pris un arrêté d'hospitalisation d'office ?850
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 11 octobre 2011, M. R.

Y a-t-il un recours administratif préalable obligatoire aux litiges entre établissements d'enseignement privés et collectivités territoriales Quelles dépenses faut-il prendre en compte pour le calcul de la contribution des communes aux dépenses d'une école privée sous contrat ?854
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 12 octobre 2011, Commune de Clermont-Ferrand

Quelle est l'influence sur le contrat de l'annulation des actes détachables de celui-ci, en raison de l'absence de signature de l'offre ?861
Conclusions Michel Normand - Observations Julien Martin
CAA Bordeaux 20 octobre 2011, Département de la Martinique c/ Société Doham

Une faute simple commise par l'administration lors de l'exécution d'opérations se rattachant aux procédures d'établissement et de recouvrement de l'impôt est-elle de nature à engager la responsabilité de l'État à l'égard d'une collectivité territoriale ?867
Conclusions Frédéric Aladjidi - Observations Xavier Cabannes
CE 16 novembre 2011, Commune de Cherbourg-Octeville

Un requérant peut-il produire en appel une copie du recours gracieux ayant prolongé à son profit le recours contentieux qu'il s'était abstenu de produire en première instance ?874
Conclusions Maud Vialettes
CE 18 novembre 2011, Eurl Norbert Famularo Sarl Di Trento

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté municipal relatif au ramonage des cheminées.....